

L'HYPOCRISIE A ASSEZ DURÉ !

DÉCLARATION DE SUD ÉDUCATION PARIS AU CTA DU 25 MAI 2021

Alors que l'épidémie semble pour le moment marquer le pas et que la société semble reprendre peu à peu un fonctionnement normal, nous pourrions retenir de la période écoulée que l'Éducation nationale n'aura décidément pas brillé en matière de réactivité et d'anticipation.

Que ce soit du côté des dépistages (encore trop peu nombreux), des dotations de matériel (toujours pas adaptées aux besoins) ou des remplacements (impossibles à organiser faute de remplaçant-es), les dysfonctionnements s'accumulent et contribuent à l'usure tant physique que morale des personnels de l'éducation. Cette usure est d'autant plus forte qu'elle ne semble pas préoccuper outre mesure notre ministre, qui multiplie les effets d'annonce médiatiques sans s'inquiéter de la mise en œuvre sur le terrain et paraît plus intéressé par l'utilisation du point média que par la réalité vécue par les personnels et les élèves.

Tandis que dans les salons du ministère on mène une bataille idéologique contre le spectre de l'islamo-gauchisme ou contre l'écriture inclusive et qu'on cherche à imposer à tout prix plus de leadership dans les écoles et les établissements, ce sont de tout autres sujets qui préoccupent nos collègues : ici, au lycée Rabelais, on s'inquiète de ne toujours pas avoir de vision claire sur l'avenir des écoles médico-sociales et on se désespère d'apprendre, sans concertation préalable, qu'aucun-e élève ne fera sa rentrée sur le site de la porte de Clignancourt et que l'ensemble du lycée sera délocalisé sur le site du lycée François Villon, soit à l'autre bout de Paris.

Ailleurs, on constate avec consternation que les moyens alloués par l'académie à la lutte contre le décrochage scolaire, pourtant affichée comme une priorité nationale, vont encore baisser et qu'un demi-poste va être supprimé à la rentrée prochaine. La logique est la même que dans le second degré : les besoins supplémentaires ont beau se faire cruellement sentir, c'est l'austérité budgétaire qui prévaut et tant pis si les élèves doivent en payer le prix fort.

Ce soucis de faire des économies et cette obstination à ne pas prendre en compte les demandes sont aussi à l'origine du ras-le-bol des AESH, dont on constate chaque jour l'évidente utilité, mais qui continuent pourtant à être déprécié-es et mal-payé-es. L'hypocrisie a assez duré : si on veut vraiment intégrer les élèves en situation de handicap, il faut s'en donner les moyens. C'est pour revendiquer un vrai statut et un vrai salaire pour ces personnels que SUD éducation appelle à la grève le jeudi 3 juin.

Cette précarité est aussi le lot des assistant-es d'éducation, qu'on n'a pas cessé de solliciter pendant la crise sanitaire et sur lequel-les repose en grande partie la bonne application des protocoles dans les établissements, mais qui continuent de n'être associé-es que très marginalement aux prises de décision et attendent à chaque fin d'année avec angoisse la décision de renouvellement de leur contrat.

C'est pour en finir avec cette précarité que SUD éducation revendique la titularisation sans condition de tous les personnels assistant-es d'éducation qui le souhaitent par la création d'un statut d'éducateur·trice scolaire

À l'échelle de l'académie, nous aborderons aujourd'hui le bilan social de 2019. Un chiffre nous a interpellé : entre 2018 et 2019, le nombre de jours de retenue de salaire pour faits de grève a augmenté de 171,4 %... Pour SUD éducation Paris, ce chiffre montre que le dialogue social tant vanté par le rectorat et le ministère ne fonctionne pas.

De fait, à rebours de la politique menée depuis trop longtemps, il semble aujourd'hui urgent de mettre en œuvre un plan ambitieux pour l'éducation qui apporte une bouffée d'air à des écoles et des établissements soumis à rude épreuve depuis un an.